



Aidspace

Independent observer  
of the Global Fund

## Mobiliser les parlementaires pour qu'ils soutiennent l'augmentation du financement national de la santé.

Comme vous avez pu le lire dans l'article de l'Observateur du Fonds mondial intitulé [“First look : the new Global Fund Strategy Narrative”](#), l'un des quatre “objectifs contributifs se renforçant mutuellement” du Fonds mondial est de mobiliser davantage de ressources. Cela s'explique par le fait que les systèmes de santé du monde entier, mais surtout ceux des pays à revenu faible ou intermédiaire, ont besoin d'un financement accru. Or, les gouvernements de ces pays ont du mal à équilibrer leurs budgets. Cet article explore le rôle des parlementaires et comment, avec de meilleures connaissances et un meilleur soutien, ils peuvent contribuer au débat et aider à obtenir un financement national accru de la santé.

### Contexte

L'argument économique en faveur d'un investissement accru dans la santé n'a jamais été aussi évident. En 2020 et 2021, les gouvernements du monde entier ont dû augmenter leurs dépenses de santé pour lutter contre la pandémie de COVID-19. Malgré cela, le sous-investissement général dans la santé – comme en témoigne la pénurie d'installations, d'équipements et de personnel – demeure. Cette situation n'est nulle part aussi évidente que dans les pays à revenu faible ou intermédiaire (PRFM). Leurs systèmes de santé ayant du mal à faire face aux effets de la pandémie, les gouvernements de ces pays ont dû obtenir des subventions et des prêts supplémentaires. Avec un revenu plus faible et une dette plus élevée, il est difficile de convaincre les gouvernements qu'ils doivent néanmoins augmenter les dépenses de santé en 2022 et au-delà. C'est là que les parlementaires peuvent jouer un rôle important en s'engageant auprès de leurs électeurs et des décideurs et en recueillant un soutien en faveur d'une augmentation des investissements dans la santé.

Dans beaucoup de ces pays, certaines parties du système de santé dépendent du soutien des donateurs,

notamment les programmes de lutte contre les maladies soutenus par le Fonds mondial. Le soutien des donateurs ne se poursuivra pas indéfiniment, et ces systèmes ne seront donc pas viables sans une augmentation des dépenses nationales de santé. Ce constat était clair avant la pandémie, mais aujourd'hui, avec les incertitudes qui planent sur le niveau de soutien continu des donateurs, les arguments en faveur d'une augmentation des dépenses publiques de santé sont d'autant plus forts.

Les groupes nationaux sont favorables à une augmentation des investissements dans la santé

Si cet article examine ce que les parlementaires peuvent faire pour contribuer à accroître les investissements dans la santé, nous devons mentionner les autres groupes qui s'intéressent à ce sujet. Tout d'abord, les personnes qui travaillent dans le secteur de la santé. Il s'agit des médecins, des chirurgiens, des anesthésistes, des techniciens de laboratoire, des infirmières, des assistants sanitaires, des ambulanciers, etc. Ils connaissent mieux que quiconque les besoins des communautés qu'ils servent et les déficiences du système de santé dans lequel ils travaillent. Bien que leur voix soit importante, leur intérêt peut être très local et ils peuvent ne pas être conscients des implications financières et des meilleurs médias pour transmettre leurs points de vue.

Viennent ensuite les personnes auxquelles s'adressent les professionnels de la santé, c'est-à-dire l'ensemble de la population. Par exemple, les femmes enceintes, les personnes atteintes d'infections, les groupes ayant besoin de renouveler leurs ordonnances et les personnes en attente d'une intervention chirurgicale s'intéressent tous aux services de santé qui les concernent individuellement. Certains membres de la famille de ces personnes partageront également cet intérêt. Mais comment le grand public peut-il faire part de ses préoccupations en matière de santé ? Cela s'applique particulièrement aux pauvres : l'une des nombreuses conséquences graves de la pandémie de COVID-19 a été de faire passer des millions de ménages à faible revenu supplémentaires en Afrique, qui consacrent une part importante de leurs revenus aux dépenses de santé, sous le seuil d'extrême pauvreté (voir, par exemple, les [estimations actualisées de l'impact du COVID-19 sur la pauvreté mondiale : Prendre le virage de la pandémie en 2021 ?](#)). Pendant ce temps, les personnes qui n'ont pas besoin de services de santé ou qui ne connaissent pas les avantages des services qui pourraient leur être proposés peuvent rester apathiques.

Les personnes impliquées dans des organisations caritatives qui soutiennent des personnes souffrant de conditions médicales particulières seront également très intéressées par le sujet.

Enfin, le ministère de la Santé, qui sert souvent de médiateur entre les groupes susmentionnés et le gouvernement, est au centre du débat. Cependant, les personnes au sein du ministère peuvent aller et venir, un facteur qui contribue souvent à une faible responsabilité pour les performances du secteur de la santé.

Comment les parlementaires peuvent-ils influencer le discours et les décisions

Les parlementaires sont particulièrement bien placés pour susciter l'intérêt et influencer les décideurs. Après tout, leur rôle premier est de représenter leurs électeurs. Certains peuvent représenter des circonscriptions urbaines qui, en raison de leur forte densité de population, sont susceptibles de disposer d'un grand hôpital. D'autres peuvent représenter des populations rurales desservies par de petits centres médicaux ou des services mobiles. Quel que soit le lieu où ils ont été élus, ils rencontrent de temps en temps leurs électeurs et disposent généralement d'un bureau qui reçoit les lettres et les messages sur les sujets qui préoccupent les personnes qu'ils représentent. Ils doivent savoir ce que veulent leurs électeurs et les informer de ce qui est fait par le gouvernement et de ce à quoi ils peuvent s'attendre. Dans certains cas, ils auront un accès facile aux représentants des syndicats, des associations d'employeurs et d'autres groupes pour lesquels la santé est un sujet important.

Dans la plupart des pays, le Parlement – ou l'Assemblée nationale, comme au Kenya – a un mandat de contrôle qui inclut le contrôle du revenu national et de ses dépenses. Les parlementaires ont donc un droit de regard direct sur les dépenses de santé, ainsi que sur celles d'autres secteurs. Au parlement, ils ont la possibilité de s'exprimer sur le sujet dans le cadre d'un débat ouvert ; et ils peuvent échanger des points de vue avec d'autres membres du parlement, avec le personnel du ministère de la santé, et avec les membres du cabinet et d'autres décideurs.

L'accès aux médias, tant au niveau local que national, est un avantage majeur dont bénéficient les parlementaires. Cela peut leur permettre de transmettre des informations sur les besoins en matière de santé, le niveau d'investissement requis et les dépenses du gouvernement et des autres parties.

### L'ensemble des compétences du parlementaire

Un parlementaire est un homme politique performant, capable de communiquer. Prendre la parole – que ce soit au Parlement, lors de conférences de presse ou dans des réunions de circonscription – est une partie essentielle du travail. Convaincre les auditeurs est facile lorsque l'auditoire est amical, mais il arrive que l'auditoire soit hostile. Un politicien, aussi bien informé soit-il, doit être capable de réfléchir et de garder son sang-froid.

Les parlementaires reconnaissent l'importance de conserver leurs alliés et de former des alliances. Celles-ci sont nécessaires pour se forger une réputation auprès d'un champ d'influence plus large. Ces alliances peuvent également contribuer à diffuser le message sur l'augmentation des dépenses de santé.

### Informers les parlementaires

Le Fonds mondial accorde une grande importance à ses interactions avec les parlementaires. Non seulement ils sont influents pour les raisons expliquées ci-dessus, mais ils sont également bien placés pour surveiller les dépenses de santé et s'assurer de leur utilisation efficace. Cependant, pour que les parlementaires puissent transmettre les bons messages et répondre de manière convaincante aux questions sur les investissements en santé, ils doivent être préparés et disposer des données nécessaires. C'est pourquoi, dans les pays où les perspectives d'engagement avec les parlementaires sont bonnes, le Fonds mondial prépare des documents d'information à leur intention. Ces documents fournissent des informations complètes sur l'état du système de santé et l'historique des dépenses dans le pays, y compris les sources de financement de la santé. Ces documents pourraient être publiés en temps voulu car ils intéressent un large éventail de lecteurs.

S'il poursuit son plan actuel, le Fonds mondial aidera, au cours des prochaines années, à organiser des dialogues nationaux sur le financement dans certains pays africains. Il sera intéressant d'observer comment les parlementaires participent et contribuent à ces dialogues nationaux de financement.

[Read More](#)

---